

surpris d'apprendre que plus de votes se sont donnés contre le ministère dans l'Ontario que dans Québec: 268,218 dans l'Ontario (contre le ministère et contre la conscription), 243,471 dans Québec. En dehors de Québec, on relève 516,396 votes contre le ministère.

Le "Mail and Empire" calcule qu'il s'est donné, à la dernière élection, 500,000 votes de femmes environ. Si, selon toute vraisemblance, elles ont voté comme les soldats et dans les mêmes proportions, 90 pour 100 d'entre elles, soit 450,000, ont donné leurs votes au Gouvernement.

L'honorable M. SHARPE: Très bien! très bien!

L'honorable M. DANDURAND: Des votes accordés au ministère: 1,048,570, retranchez ces 450,000 votes, reste, en faveur du ministère et de la conscription, 598,570 votes. Retranchez, de même, des votes féminins donnés à l'opposition, 10 pour 100, c'est-à-dire 50,000 votes, et il restera un vote total de 709,867 contre le ministère et la conscription—un vote total de 598,570 pour le ministère—celui-ci, par suite, se trouvant en minorité de 111,279. Mon honorable collègue a crié "Très bien! très bien!" quand j'ai parlé des 450,000 femmes qui ont voté pour le ministère.

L'honorable M. GORDON: Femmes de bon sens.

L'honorable M. DANDURAND: Eh bien, comme je l'ai dit, elles ont été triées. J'espère que lorsque le bill du suffrage féminin sera soumis au Parlement, on donnera le droit de vote aux femmes de la même façon qu'on le donne aux hommes, et qu'on ne leur demandera pas d'abord, comme le Gouvernement l'a fait par nos amis de Toronto, si elles sont ou non favorables au Gouvernement.

En présence de tels faits, n'avons-nous pas le droit de dire que nous nous trouvons aujourd'hui en présence d'un Gouvernement, non pas de "jure", mais d'un Gouvernement "de facto"? Telle est la situation que nous avons à envisager. Ce Gouvernement administre les affaires du pays, et, pour rassurer mes honorables collègues, alléger leurs soupçons, qu'il me soit permis de leur dire que nous n'allons pas entrer en rébellion. Nous nous efforcerons, nous de la loyale opposition, d'aider le Gouvernement à passer les meilleures lois possibles dans l'intérêt du pays. Mon honorable ami, le ministre dirigeant, peut témoigner que, de 1914 à la fin de l'année dernière, jamais ni moi ni aucun membre de la gauche n'a-

vons élevé la voix contre les mesures de guerre. Nous avons au contraire donné notre entière approbation à toutes les mesures de guerre afin de servir la cause des alliés, la cause sacrée de la démocratie. Toutefois, j'ai cru devoir citer ces chiffres pour aider mon honorable ami, le ministre dirigeant, à continuer de pratiquer cette vertu de modestie qui l'a fait remarquer, et pour le convaincre qu'il n'existe pas dans le temps, en faveur du Gouvernement, une majorité tellement écrasante qu'il se l'imagine. Non, le peuple n'approuvait pas du tout l'ancien gouvernement: quand ce gouvernement fut attaqué, j'ai entendu des représentants de la dernière phalange qui formait le gros des forces ministérielles, je les ai entendus dire: "Mais il n'existe rien de tel, en vérité, qu'un gouvernement tory; pourquoi tant parler du passé? C'est maintenant un Gouvernement d'union que nous avons. Regardons en avant de nous, non pas en arrière."

Mon honorable ami (sir James Lougheed) a fait une déclaration que je ne puis passer sous silence: d'abord, je suis d'opinion contraire, et la première qualité de l'homme public, c'est la sincérité. Il prétend que si le Canada eût été une entité distincte, un pays indépendant, il aurait pris part à la guerre tout comme il le fait aujourd'hui; que nous n'y prenons point part parce que nous appartenons à l'empire; que nous y prenons part parce que nous sentons que nous appartenons à l'humanité et que nous devons assumer les responsabilités que nous avons à ce titre. Maintenant, je pose cette question, que je me suis souvent posée à moi-même. Si le Canada eût été nation indépendante, le 4 août 1914, aurait-il déclaré la guerre à l'Allemagne parce que celle-ci avait envahi la Belgique? Comme beaucoup de mes amis anglo-saxons avec qui j'ai discuté la question, j'en suis venu à la conclusion que le Canada, en août 1914, n'aurait pas déclaré la guerre à l'Allemagne pour cette raison.

L'honorable M. LYNCH-STAUNTON: Si elle avait coulé nos vaisseaux, ne lui aurions-nous pas déclaré la guerre?

L'honorable M. DANDURAND: Certainement. Nous aurions attendu, tout comme les Etats-Unis et quelques-unes des républiques de l'Amérique méridionale, un "casus belli" qui affectât l'intérêt national, l'honneur du Canada. Naturellement, le peuple du Canada, comme le reste de l'humanité, avait intérêt à défendre la justice et la liberté du monde; cet intérêt, cependant, ne suffit pas à décider les Etats-Unis et toutes